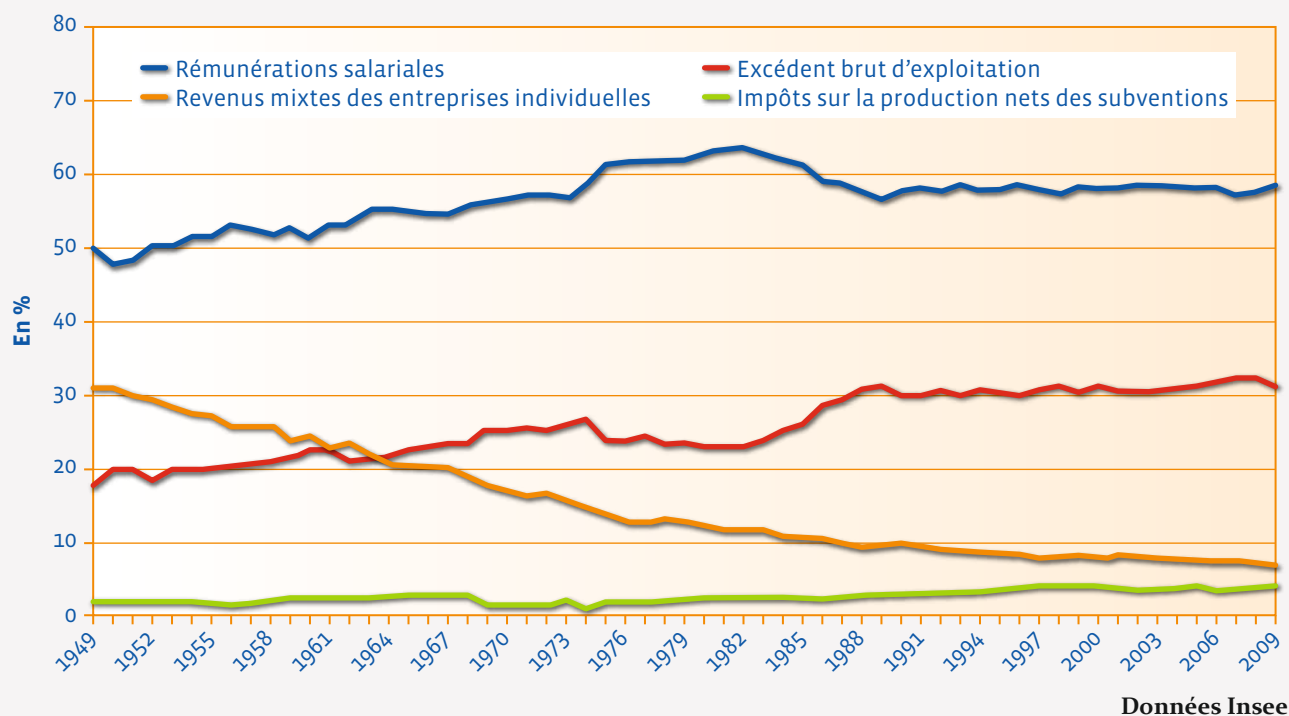


> CORRIGÉ

Doc. 1

La répartition de la valeur ajoutée en France



Doc. 2

Le chaos et les cahots du PIB

Je produis, le PIB augmente ; Tu produis, le PIB augmente aussi ; Il détruit, le PIB augmente ; elle répare, le PIB augmente encore ; Nous polluons, le PIB augmente ; Vous dépolluez, le PIB augmente ; Ils et elles (les économistes) calculent de combien le PIB augmente, le PIB augmente toujours.

Jean Michel Harribey, *La démence sénile du capital*, Éditions du Passant, 2004

Doc. 3

Faut-il rééquilibrer le partage de la valeur ajoutée ? Le partage de la valeur ajoutée fait l'objet d'un débat récurrent autour de la « juste » répartition entre travail et capital. La répartition de la richesse créée doit, en effet, entretenir la dynamique de croissance à long terme, d'une part, en rémunérant suffisamment les apporteurs de capital (prêteurs ou actionnaires) pour les inciter à investir, et, d'autre part, en permettant aux salariés d'accroître leur niveau de vie au même rythme que leur productivité. Par extension, la question du partage des profits s'est ajoutée à ce débat consécutivement à la hausse récente de la rémunération de l'actionnaire, qui a pu faire craindre un « hold-up » au détriment des salariés ou de l'investissement. Ces évolutions ont placé au premier plan la question du partage des bénéfices afin de traiter sur un pied d'égalité l'entreprise, les actionnaires et les salariés. [...]

Note de veille n° 133, Centre d'analyse stratégique, mai 2009

Doc. 4

Le partage du profit

Aujourd'hui, les profits des Sociétés non financières (SNF) sont ainsi distribués : 57 % vont à l'investissement, 36 % à la rémunération du capital et 7 % aux salariés (sous forme d'épargne salariale). [...]

[...] Supposons que l'État décide du jour au lendemain d'une répartition des profits en trois tiers en France : un tiers de profits étant attribués aux salariés (sous une forme ou une autre), un tiers pour les actionnaires et un tiers pour l'investissement. [...] [Une] conséquence de ce coup de baguette magique serait un effondrement des marchés des actions en France. Une telle décision réduirait fortement la profitabilité future des entreprises. [...]

Le partage des fruits de la croissance en France, Rapport du CAE, 2009

Doc. 5

Le PIB mesure de la richesse et du bien-être ?

Le PIB est ainsi devenu l'étalon de référence pour mesurer la vitalité de l'activité économique d'un pays. Ainsi, s'il augmente d'une année sur l'autre, l'économie sera jugée dynamique, attractive et en bonne santé. En revanche, s'il diminue, cela sera interprété comme un signe d'essoufflement et de mauvaise santé de l'économie. [...]

Les critiques faites au PIB ont été formulées depuis longtemps et la plupart des économistes et des comptables nationaux se disent parfaitement conscients de ses limites. Le problème, c'est la focalisation sur cet indicateur. [...]

D'une manière générale, tout ce qui peut se produire et se vendre avec une valeur ajoutée va gonfler le PIB et la croissance, indépendamment du fait que cela ajoute ou non au bien-être individuel et collectif. La destruction organisée des forêts tropicales pour y planter du soja transgénique ou des végétaux destinés aux agrocarburants est bonne pour le PIB des pays concernés et pour le PIB mondial. Peu importe que ce soit une catastrophe écologique et que les peuples indigènes soient chassés [...], rien de tout cela n'est reflété dans le PIB. Car le PIB est indifférent à la nature de l'activité génératrice de revenus : que ce soit une augmentation de ventes d'armes, d'antidépresseurs, [...] tout cela est compté comme « positif » par le PIB. [...]

Il est tout à fait possible qu'un enrichissement de la production nationale s'accompagne d'évolutions positives de l'état de santé de la population, de l'amélioration de l'état des ressources naturelles, des conditions de travail [...] à un moment donné dans une société. Mais le contraire est tout autant possible et nous n'en tenons aucun compte. [...]

De nombreuses activités qui contribuent au bien-être ne sont pas comptées dans le PIB : le bénévolat, le travail domestique. [...] Pourtant, ces activités et ces temps partagés sont extrêmement importants pour le développement, la stabilité et la pérennité de notre société, mais également pour notre épanouisse-

Doc. 5 suite

Le PIB est par ailleurs indifférent à la répartition des richesses comptabilisées, aux inégalités, à la pauvreté, à la sécurité économique, etc., qui sont pourtant presque unanimement considérés comme des dimensions du bien-être à l'échelle d'une société. De fait, cet indicateur, qui est au centre de l'attention des politiques publiques, n'est pas en mesure de donner des signaux sur d'éventuels facteurs de cohésion sociale. [...]

En résumé, non seulement le PIB et la croissance n'ont pas grand-chose à voir avec le bien-être, mais ils ne nous envoient pas non plus les signaux permettant d'agir et de prévoir les crises majeures. Il faut d'autres indicateurs pour cela. [...]

Au total, le PIB et sa croissance indiquent le « beaucoup produire » d'une société dans la sphère monétaire, et non son bien-être. [...] faut-il pour autant jeter au panier ces indicateurs [...] ? Non, il faut juste les utiliser dans leur domaine de validité et sous réserve d'en connaître leurs limites. [...] la croissance ne fait ni le progrès ni le bonheur !

Alternatives économiques, Hors-série n° 48, mars 2011

► Analyser (13 points)

- 1 Qui bénéficie des richesses créées par les entreprises en France ? (2 points)

La valeur ajoutée se répartit entre les apporteurs de capital : l'entreprise conserve une part en réserve (autofinancement), les actionnaires (dividendes), les banques (intérêts) ; le travail (salaires et charges sociales) ; et l'État (impôts). Dans le cas des entrepreneurs individuels, la valeur ajoutée rémunère à la fois le capital et le travail.

- 2 Comment le partage de cette richesse a-t-il évolué ? (3 points)

Depuis le milieu des années 1980, la répartition est relativement stable : avec environ, 60 % de la VA pour les salariés, 30 % pour les apporteurs de capitaux, 7 % pour les revenus mixtes (entrepreneurs individuels) et 3 % pour l'État. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la répartition était sensiblement différente avec : environ 50 % au profit des salariés, 20 % des apporteurs de capitaux, 30 % aux entrepreneurs individuels et moins de 2 % pour l'État.

- 3 Quels sont les enjeux des débats autour de la répartition de la VA et du profit ? (4 points)

Il y a débat autour de la répartition des richesses produites, car il faut trouver un juste équilibre qui permette à l'entreprise de fonctionner et de continuer à alimenter la croissance économique tout en assurant une augmentation du niveau de vie des salariés. Par ailleurs, ce débat est alimenté par l'augmentation du poids des actionnaires dans les entreprises. Au niveau du profit, le partage se fait surtout en faveur du capital, mais y a-t-il vraiment

une autre solution ? Si, comme le voulait un débat lancé au plus haut degré de l'État, la répartition devait se faire de manière égalitaire entre l'entreprise, les actionnaires et les salariés, cela aurait des conséquences sur l'attractivité des entreprises pour les apporteurs de capital et pour l'entreprise elle-même qui perdrait une grande part de son autofinancement.

- 4 Pourquoi le PIB a-t-il été reconnu comme indicateur de mesure de la richesse d'un pays ? Quelles sont ses limites à ce niveau ? (4 points)

Le PIB permet de mesurer la croissance économique d'un pays et donc son dynamisme économique. Mais il s'agit d'un indicateur incomplet, car il ne prend pas en compte certaines activités, comme le bénévolat ou le travail domestique. Il mesure également assez mal la production non marchande et omet les activités souterraines.

> Argumenter (7 points)

- 5 Dans une synthèse d'une dizaine de lignes, vous montrerez les liens entre PIB et bien-être de la population.

La croissance du PIB peut très bien être à l'origine de l'amélioration des conditions de vie et du bien-être d'une population (santé, éducation, conditions de travail...). Mais, dans la réalité, le PIB n'est pas un indicateur qui permet de mesurer ce type d'évolution. En effet, il comptabilise toutes les augmentations de production, même s'il s'agit d'une nuisance (pollution, destruction des ressources naturelles...). Mieux encore, plus il y a d'accidents, de maladies traitées ou de destructions et plus le PIB augmente. Il ne montre pas non plus la répartition des richesses et donc l'éventuelle montée des inégalités ou de la pauvreté. En bref, bien que cet indicateur soit omniprésent dans les politiques économiques, son utilisation doit être limitée à ce pour quoi il est fait, mesurer l'évolution de la croissance. Pour étudier le bien-être ou le bonheur, il faut recourir à d'autres indicateurs.